



CONSEIL

Cent soixante-douzième session

Rome, 24-28 avril 2023

Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes: conflits et guerres en Ukraine et dans d'autres pays, ralentissements et fléchissements, et changement climatique

Résumé

S'appuyant sur le document du Conseil portant la cote CL 171/3, qui fait le point sur la situation de la sécurité alimentaire dans le monde et l'action menée par la FAO pour y faire face, le présent document expose les défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et leurs principales causes et contient une section consacrée spécifiquement aux effets de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire dans le monde. On y trouvera un exposé des menaces qui pèsent actuellement ou qui pèseront à long terme sur la sécurité alimentaire mondiale et une description des interventions à mener pour en atténuer les répercussions, en particulier sur les plus vulnérables. La progression de la faim chronique, de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition est une conséquence de l'effet cumulé des conflits et des guerres, de la variabilité du climat et des phénomènes météorologiques extrêmes, des ralentissements et fléchissements économiques, du manque croissant de ressources et de l'instabilité sociale et politique. Des facteurs sous-jacents, tels que la pauvreté et les inégalités, qui dans certains cas trouvent leur fondement dans des politiques défavorables, compliquent les efforts visant à améliorer les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. La dernière section du document donne un aperçu des principales mesures à prendre pour relever ces défis.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des informations exposées dans le présent document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869
Courriel: Maximo.Torero@fao.org.

I. Introduction

1. En 2022, le monde a continué de pâtir des chocs concomitants causés par la pandémie de covid-19 et de se relever péniblement. S'appuyant sur le document du Conseil portant la cote CL 171/3, qui fait le point sur la situation de la sécurité alimentaire dans le monde et les risques associés et donne un aperçu de l'action menée par la FAO pour faire face à la crise, le présent document expose les défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et leurs principales causes, notamment les conflits et les guerres en Ukraine et dans d'autres pays, les ralentissements et fléchissements économiques et le changement climatique. On y trouvera un exposé des menaces qui pèsent actuellement ou qui pèseront à long terme sur la sécurité alimentaire mondiale et une description des interventions à mener pour atténuer les effets de la crise, en particulier sur les plus vulnérables.

II. Situation de la sécurité alimentaire dans le monde

Insécurité alimentaire chronique

2. D'après les estimations présentées dans l'édition la plus récente de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, parue en juillet 2022, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde a augmenté jusqu'à atteindre 828 millions en 2021, soit une hausse de 150 millions depuis l'apparition de la pandémie de covid-19 et de 46 millions par rapport à 2020. Après être restée relativement stable depuis 2015, la prévalence de la sous-alimentation dans le monde a connu une hausse soudaine, passant de 8,0 pour cent en 2019 à 9,3 pour cent en 2020, puis a continué d'augmenter en 2021, quoiqu'à un rythme plus lent, pour s'établir à 9,8 pour cent.

3. En 2021, la faim a continué de progresser dans la majeure partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais moins rapidement qu'au cours de l'année précédente. C'est en Afrique qu'elle a le plus augmenté depuis 2019, à la fois en pourcentage et en nombre de personnes sous-alimentées.

4. Les projections indiquent que près de 670 millions de personnes seront encore sous-alimentées en 2030 – 78 millions de plus que dans un scénario sans pandémie.

5. Selon les estimations de la prévalence à l'échelle mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave fondées sur l'analyse des données – recueillies au moyen de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) – relatives à l'expérience vécue par les personnes ayant un accès limité à la nourriture, telle que déclarée par ces personnes, après une forte hausse en 2020 (350 millions de personnes supplémentaires par rapport à la période pré-pandémie), les chiffres sont restés globalement stables en 2021, s'établissant à environ 2,3 milliards de personnes (près de 30 pour cent de la population mondiale).

6. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave est passée de 9,3 pour cent en 2019 à 11,7 pour cent en 2021, soit 207 millions de personnes supplémentaires touchées en seulement deux ans, évolution très préoccupante qui témoigne encore une fois de la dégradation de la situation, principalement pour les populations qui étaient déjà en proie à des difficultés majeures.

7. De plus, on estime que près de 3,1 milliards de personnes dans le monde ne pouvaient se permettre une alimentation saine en 2020, soit 112 millions de plus qu'en 2019, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires.

8. L'édition de 2023 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, qui traitera de la façon dont l'urbanisation redessine les systèmes alimentaires et influe sur la sécurité alimentaire et la nutrition, est en cours d'élaboration.

Insécurité alimentaire aiguë

9. Au cours des sept dernières années, on a constaté une tendance à la hausse de la quantité de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë, en nombre absolu et en pourcentage de la population étudiée, pour les trois phases d'insécurité alimentaire aiguë les plus élevées. Cette

évolution montre que la sécurité alimentaire recule dans un certain nombre de pays, mais aussi qu'il y a davantage de données disponibles et que la couverture géographique de l'analyse augmente.

10. Les estimations de la mise à jour de septembre 2022 du rapport mondial sur les crises alimentaires prévoyaient qu'en 2022, jusqu'à 205 millions de personnes réparties dans 45 pays seraient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et auraient besoin d'une aide d'urgence (phase 3 ou supérieure du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire/Cadre Harmonisé [IPC/CH] ou indicateur équivalent). Si l'on inclut les données issues de l'analyse la plus récente disponible pour 2022 concernant huit pays et territoires, ce chiffre pourrait atteindre 222 millions de personnes dans 53 pays et territoires couverts par l'édition de 2022 du rapport mondial sur les crises alimentaires. Il s'agit là d'un chiffre plus élevé que celui présenté dans l'édition précédente du rapport, qui était de 193 millions de personnes touchées par une insécurité alimentaire aiguë de niveau élevé dans 53 pays (édition de 2022 du rapport mondial sur les crises alimentaires). Les informations les plus récentes sur la situation seront communiquées dans l'édition de 2023 du rapport, qui paraîtra en mai. Néanmoins, les estimations préliminaires donnent à penser que la tendance à la hausse se poursuivra.

11. Le nombre de personnes en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC/CH) – soit une situation extrêmement grave où une intervention d'urgence est nécessaire pour sauver des vies et les moyens de subsistance, et la dernière alerte qui peut être donnée pour éviter le pire – a considérablement augmenté au cours des sept dernières années, passant de 14,5 millions de personnes dans 14 pays en 2016 à 39 millions dans 34 pays en 2022¹. Le nombre de pays où des populations sont en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC/CH) augmente lui aussi régulièrement – de deux pays en 2016, l'on est passé à trois pays en 2020, quatre en 2021 et sept en 2022. En janvier 2023, les projections indiquaient déjà que les populations de six pays seraient en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC/CH).

III. Principales causes de l'insécurité alimentaire

12. La progression de la faim chronique, de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition est une conséquence de l'effet cumulé des conflits, de la variabilité du climat et des phénomènes météorologiques extrêmes, du manque croissant de ressources, des difficultés économiques et de l'instabilité sociale et politique. Des facteurs sous-jacents, tels que la pauvreté et les inégalités, qui dans certains cas trouvent leur fondement dans des politiques défavorables, compliquent les efforts visant à améliorer les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

13. Selon l'édition de 2022 du rapport mondial sur les crises alimentaires, les conflits et l'insécurité étaient les principales causes de l'insécurité alimentaire aiguë en 2021 et touchaient 139,1 millions de personnes dans 24 pays et territoires. Les chocs économiques et les phénomènes météorologiques extrêmes ont eux aussi été reconnus comme des facteurs importants d'insécurité alimentaire aiguë, touchant 30,2 millions de personnes dans 21 pays et 23,5 millions de personnes dans huit pays, respectivement. Les effets de plus en plus marqués des chocs économiques sur l'insécurité alimentaire aiguë constituent une tendance inquiétante que l'on observe depuis plusieurs années.

Conflits et insécurité

14. Les conflits et l'insécurité entraînent la destruction des moyens de subsistance et le déplacement des populations, souvent pour de longues périodes, avec des perspectives de retour et de relèvement incertaines. Les conflits et la faim se renforcent mutuellement et doivent être combattus de front. Il importe de manifester d'urgence une volonté politique forte pour réaliser des progrès considérables dans le règlement des conflits, sans quoi aucune avancée concrète et durable ne se concrétisera sur le terrain de la sécurité alimentaire, et inversement.

¹ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2022. GRFC 2022 Mid-Year Update. Rome.

15. D'après le suivi effectué par l'Uppsala Conflict Data Program (programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits), le nombre total de conflits (y compris les violences étatique, non étatique et unilatérale) était de 121 en 2000 et atteignait 175 en 2017. Les données les plus récentes font état de 170 conflits en 2021, conflits qui, avec l'insécurité, étaient une cause déterminante de l'insécurité alimentaire aiguë dans les 10 pires crises alimentaires, à savoir celles qui ont frappé : l'Afghanistan, l'Éthiopie, Haïti, le nord du Nigéria, le Pakistan, la République arabe syrienne, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Soudan du Sud et le Yémen. En 2022, les conflits et l'insécurité restaient des moteurs de l'insécurité alimentaire aiguë dans tous ces pays.

16. La guerre en Ukraine, dans laquelle sont engagés deux grands pays producteurs agricoles, a aggravé la situation mondiale en matière d'insécurité alimentaire (on trouvera dans la section IV du présent document de plus amples informations sur les répercussions de la guerre en Ukraine). La Fédération de Russie et l'Ukraine, grands pays producteurs de produits alimentaires et exportateurs nets de produits agricoles, jouent un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des marchés mondiaux de denrées alimentaires, où les disponibilités à l'exportation sont souvent fortement concentrées. En outre, la Fédération de Russie est l'un des principaux exportateurs d'engrais et un acteur incontournable du marché mondial de l'énergie. La guerre menace à plusieurs égards les marchés et le commerce de produits alimentaires et agricoles en faisant peser des risques sur les échanges et la logistique, les prix, la production et l'énergie. Les moins avancés et les pays à faible revenu et à déficit vivrier sont nombreux à être fortement tributaires de la Fédération de Russie et de l'Ukraine pour leurs importations de denrées alimentaires et d'engrais.

Variabilité du climat et phénomènes météorologiques extrêmes

17. Non seulement l'intensification de la variabilité du climat influe sur le niveau de production agricole, mais elle accroît en outre le risque de survenue de phénomènes météorologiques extrêmes, de modification des schémas de plantation et d'apparition de foyers d'organismes nuisibles et de maladies. À plus longue échéance, les changements météorologiques accentuent aussi la pression sur des ressources naturelles limitées, provoquant des différends à l'échelle locale qui compromettent la sécurité alimentaire et la nutrition et finissent par encourager la migration lorsque l'agriculture n'offre plus de moyens de subsistance suffisants.

18. Le nombre de catastrophes liées aux conditions météorologiques a augmenté. Selon la Banque mondiale, entre 1976 et 1990, les petits pays² étaient frappés par sept catastrophes climatiques par an en moyenne, contre 13 pour la période écoulée entre 2006 et 2021, la sécheresse étant le phénomène qui a connu la plus forte progression. Le nombre de tempêtes est certes demeuré relativement stable, mais elles causent davantage des dégâts.

19. En 2022, une grande partie de l'hémisphère nord a enregistré des conditions météorologiques exceptionnellement chaudes et sèches, ce qui s'est traduit par une baisse critique du niveau de nombreux cours d'eau, accentuant encore les goulets d'étranglement des chaînes d'approvisionnement. À titre d'exemple, les lourdes inondations provoquées par les pluies record qui se sont abattues sur le Pakistan en juillet et en août ont fait environ 1 700 morts et touché 33 millions de personnes, parmi lesquelles 7,9 millions ont été déplacées³. En Afrique de l'Est, en mars 2023, les précipitations avaient été inférieures à la moyenne durant cinq saisons d'affilée, soit la séquence la plus longue en 40 ans, à laquelle pourrait bien venir s'ajouter une sixième saison (de mars à mai 2023).

20. Les petits exploitants, dont la résilience est éprouvée par de multiples chocs, sont particulièrement vulnérables. En Afrique, 70 à 80 pour cent d'entre eux comptent sur l'agriculture et les ressources naturelles renouvelables pour assurer leurs revenus, leur emploi, leur alimentation, leur nutrition et leur bien-être global. Au cours de la décennie écoulée, les phénomènes météorologiques

² Pays dont la population ne dépasse pas 1,5 million d'habitants.

³ https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=11359.

extrêmes ont touché en moyenne 16 millions de personnes en Afrique et causé des dommages estimés à 0,67 milliard d'USD par an⁴.

21. L'incertitude qui entoure le changement climatique et les boucles de rétroaction complexes entre le climat et les terres présentent, pour l'agriculture, des niveaux de risque aggravés qui doivent être gérés. Les évaluations des ressources naturelles de la planète mettent en évidence leur surexploitation, le mauvais usage qui en est fait, leur dégradation, la pollution qu'elles subissent et leur raréfaction croissante⁵. La dégradation anthropique touche 35 pour cent des terres agricoles (1 660 millions d'hectares), et un cinquième des terres dégradées par les activités humaines se situe en Afrique subsaharienne.

22. L'agriculture est responsable de 72 pour cent des prélèvements d'eau douce à l'échelle mondiale. L'indicateur 6.4.2 des objectifs de développement durable (ODD), relatif au stress hydrique, qui est considéré comme une mesure globale de la pénurie physique d'eau, atteignait 18 pour cent en moyenne (ce qui correspond à une absence de stress) en 2018 à l'échelle mondiale, mais dépassait les 100 pour cent (niveau de stress critique) en Afrique du Nord⁶. Le changement climatique peut modifier et accroître les risques qui pèseront sur la production végétale ainsi que sa vulnérabilité en matière d'approvisionnement en eau et de disponibilité en ressources en eau. En outre, le cycle hydrologique continuera de s'accélérer à mesure que les températures mondiales augmenteront, et l'on s'attend à ce que les précipitations et l'écoulement des eaux de surface deviennent plus variables dans la plupart des régions émergées, au cours d'une même saison et d'une année à l'autre. Tout ceci se répercutera sur les secteurs agricoles et les chaînes de valeur, moyens de subsistance et écosystèmes apparentés⁷.

23. Le changement climatique peut également avoir des répercussions sur la biodiversité et, partant, sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La biodiversité fournit des services écosystémiques: elle produit des sols sains et préserve leur santé, permet la pollinisation des végétaux et la maîtrise des ravageurs, offre un habitat à la faune sauvage et fournit des espèces essentielles à la production agricole. Tout en étant vulnérable au changement climatique, elle améliore la résilience des systèmes de production et des moyens de subsistance face aux chocs et aux stress, y compris ceux causés par les phénomènes météorologiques⁸.

Causes économiques

24. Les chocs économiques sont à l'origine de ralentissements et de fléchissements ayant de larges répercussions sur la sécurité alimentaire. À l'échelle des ménages, ils compromettent les moyens de subsistance et réduisent les revenus, tandis qu'au niveau national ils limitent les capacités d'investissement à long terme (dans la recherche et le développement, les infrastructures, etc.), voire la capacité de couvrir les besoins à court terme (en matière de santé, de protection sociale, etc.). Les récessions se traduisent en outre par une perte de confiance des investisseurs étrangers et une fuite des capitaux, qui peuvent déclencher une crise monétaire et une crise de la dette. Les chocs économiques prolongent et aggravent les crises alimentaires, en particulier dans les pays où sévit une insécurité alimentaire aiguë qui crée un besoin d'aide humanitaire d'urgence.

25. Les conflits et les ralentissements économiques se renforcent mutuellement. Les premiers, principaux moteurs des crises alimentaires, provoquent aussi des ralentissements ou des fléchissements économiques, voire de profondes récessions, qui aggravent et prolongent ces crises.

26. La dépendance à l'égard des produits de base affaiblit la capacité de résister aux chocs. En effet, la variation des prix de ces produits a des répercussions sur la valeur relative des échanges.

⁴ <https://www.fao.org/3/nc665fr/nc665fr.pdf>.

⁵ *L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde – des systèmes au bord de la rupture*: <https://www.fao.org/3/cb7654fr/cb7654fr.pdf>.

⁶ <http://www.fao.org/3/cb1447fr/cb1447fr.pdf>.

⁷ Stratégie de la FAO relative au changement climatique 2022-2031:

<https://www.fao.org/3/cc2274en/cc2274en.pdf> (en anglais).

⁸ <https://www.fao.org/3/CA3129EN/CA3129EN.pdf> (en anglais).

Ainsi, 80 pour cent des pays dans lesquels la faim a progressé lors des récents chocs économiques étaient fortement tributaires du commerce des produits de base. L'épuisement, la dépréciation et la dévaluation des devises peuvent se transmettre au système économique, entraînant une hausse des prix intérieurs, du chômage et du volume des pertes de revenus.

27. L'instabilité économique creuse les inégalités, compromet la lutte contre la pauvreté et menace la sécurité alimentaire, comme l'a prouvé la pandémie de covid-19. Elle contraint les ménages pauvres à employer des stratégies d'adaptation néfastes, nourrissant l'insécurité alimentaire structurelle et accentuant l'inégalité de répartition des avantages. La perte de revenu réel donne lieu à une baisse des dépenses consacrées aux services de base, comme l'éducation et la santé, et pousse les ménages à réduire leur consommation d'aliments ou à délaissier les aliments riches en nutriments au profit d'aliments à densité énergétique plus élevée, au détriment de l'état nutritionnel de la population.

28. La demande alimentaire est moins sensible aux fluctuations des revenus à court terme, et l'agriculture ne subit généralement pas les effets du cycle économique. Bien que leur résilience soit une source de stabilité, les économies rurales – et les petits exploitants en particulier, en tant qu'acheteurs nets de divers produits – pâtissent elles aussi des taux d'inflation élevés. La baisse des envois de fonds grève les revenus, et le retour dans les zones rurales des personnes fuyant le chômage en ville diminue le revenu par habitant généré par l'agriculture, ce qui limite la possibilité de maintenir un niveau d'investissement constant.

29. Le paysage économique mondial continue d'être marqué par des ralentissements, des stagnations et de franches récessions. Durant les années qui ont précédé la pandémie de covid-19, la croissance du produit intérieur brut réel par habitant a en moyenne accusé un recul dans sept sous-régions, dont cinq qui ont enregistré une croissance négative sur plusieurs années (*L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, 2019). Ces cinq sous-régions comptaient en 2018 près de 263 millions de personnes sous-alimentées et plus de 56 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance.

30. Au niveau mondial, en 2022, le produit intérieur brut était inférieur de 3,1 pour cent à celui attendu en l'absence de pandémie, la croissance ayant été plus lente dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. La pandémie a accentué les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux, sous l'effet d'une reprise économique à plusieurs vitesses et de pertes de revenus que les populations les plus touchées par la pandémie n'ont pas réussi à compenser. On estime que, en 2021, cette perte de croissance économique a fait augmenter le nombre de personnes touchées par la faim chronique de 150 millions depuis l'apparition de la pandémie (*L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, 2022).

31. La guerre en Ukraine a généré de nouvelles incertitudes et aggravé les problèmes macroéconomiques auxquels le monde est confronté. Elle a eu des répercussions multiples, notamment la perturbation des marchés des produits de base et de l'énergie, du commerce et des flux financiers et le déplacement de millions de personnes.

IV. Répercussions de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale

32. La guerre en Ukraine voit s'affronter deux grands producteurs de denrées agricoles. L'Ukraine et la Fédération de Russie sont toutes deux des exportatrices nettes de produits agricoles et jouent un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des marchés mondiaux de denrées alimentaires, où les disponibilités à l'exportation sont souvent fortement concentrées, et la Fédération de Russie est l'un des premiers exportateurs d'engrais.

33. Leur rôle critique est d'autant plus évident d'un point de vue commercial. Ce sont des exportateurs essentiels d'aliments de base pour beaucoup de pays qui sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires et d'engrais, notamment de nombreux pays les moins avancés (PMA) et pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

34. Au vu du rôle moteur des deux pays, il est clair que la guerre fait peser plusieurs nouvelles menaces sur les marchés et le commerce de produits alimentaires et agricoles.

35. La guerre en Ukraine reste donc une source d'incertitude pour les marchés agricoles mondiaux. Le recul des superficies ensemencées en Ukraine signifie que d'autres pays devront produire davantage de céréales et de graines oléagineuses pour aider à reconstituer les stocks mondiaux et à modérer la hausse des prix.

Perspectives du secteur céréalier ukrainien

36. En Ukraine, compte tenu des graves difficultés financières, des dommages causés aux infrastructures et de l'inaccessibilité des champs dans certaines parties du pays, on s'attend, en 2023, à une diminution de 40 pour cent en glissement annuel des superficies de blé d'hiver et à une production de blé bien en dessous de la moyenne.

37. Le Ministère ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation prévoit pour la même année une diminution des superficies ensemencées d'au moins 20 pour cent par rapport au niveau de 2021, en raison de l'occupation temporaire et de la pollution par les mines. Selon le Service d'urgence de l'État, jusqu'à 25 000 km² de terres agricoles seraient pollués par des explosifs.

38. La guerre a considérablement endommagé les infrastructures et les capacités logistiques de l'Ukraine, notamment les réseaux de transport terrestre, les ports maritimes et les installations de stockage et de transformation. À l'heure actuelle, la capacité de stockage totale du pays se situe entre 69 millions et 71 millions de tonnes. Cela représente une diminution de 15 millions à 17 millions de tonnes (soit 20 pour cent) par rapport à avant la guerre (86 millions de tonnes). Les manchons de stockage en plastique fournis par les donateurs internationaux permettent de stocker 7 millions de tonnes en plus. On estime que les coûts de réparation et de remplacement des installations de stockage avoisinent 1,1 milliard d'USD⁹.

39. Ces dégâts ont fortement réduit la capacité d'exportation de l'Ukraine et fait grimper le coût des échanges de céréales et les coûts de production¹⁰. Malgré les efforts considérables fournis pour compenser certaines de ces perturbations, les solutions restent souvent insuffisantes ou n'offrent qu'un répit temporaire. Par exemple, la distribution de manchons a certes permis d'accroître les capacités de stockage, comme il est dit plus haut, mais elle ne constitue pas pour autant une solution adéquate. En plus de coûter plus cher, les manchons peuvent aussi nuire à la qualité des céréales qui y sont stockées. Le manque d'espace de stockage exerce également des pressions économiques sur les agriculteurs, qui ont été contraints de vendre à perte et devront peut-être réduire les superficies cultivées.

40. La guerre a également eu une incidence sur la logistique du commerce maritime et a perturbé les opérations dans des ports maritimes essentiels au commerce mondial des céréales. L'Initiative céréalière de la mer Noire et d'autres programmes internationaux ont grandement contribué à alléger ces difficultés, notamment en promouvant d'autres méthodes de transport, comme le transport ferroviaire et le transport fluvial via les «corridors de solidarité».

41. Bien que l'augmentation de l'approvisionnement et l'atténuation de la perturbation des échanges commerciaux de l'Ukraine (depuis août, grâce à l'Initiative céréalière de la mer Noire qui, au 12 mars, avait expédié 24 millions de tonnes de marchandises d'une valeur de 9,4 milliards

⁹ Kyiv School of Economics, novembre 2022 - https://kse.ua/wp-content/uploads/2022/11/Damages_report_issue2-1.pdf / Estimation réalisée selon la méthode d'évaluation rapide des dégâts conforme à celles de la Banque mondiale et de la FAO.

¹⁰ D'après une enquête de portée nationale réalisée par la FAO en Ukraine sur les répercussions de la guerre sur les exploitations agricoles de 200 hectares ou moins (à paraître en avril 2023), les problèmes rencontrés sont les suivants: a) plus de 90 pour cent des exploitations consacrées à la production végétale ont fait part d'une hausse des coûts de production et, pour plus des deux tiers d'entre elles (81 pour cent), cette hausse était notable/considérable, ce qui signifie que les coûts de production avaient augmenté de plus de 25 pour cent depuis le début de la guerre; b) près de 90 pour cent des exploitations consacrées à la production végétale ont indiqué avoir enregistré une baisse des revenus tirés de la vente et, pour plus de 70 pour cent d'entre elles, cette baisse était notable/considérable; c) quelque 11 pour cent des exploitations agricoles ont signalé qu'une partie de leurs terres pouvait être polluées par des engins non explosés. Les oblasts situés en première ligne semblent être les plus touchés, comme l'ont fait savoir plus d'un quart des personnes interrogées (26 pour cent).

d'USD) aient contribué à faire baisser les prix mondiaux du blé et des céréales secondaires par rapport aux niveaux élevés atteints en 2022, les prix mondiaux du blé restent importants. En février 2023, ils avaient reculé de 5 pour cent par rapport à février 2022, mais restaient supérieurs de 29 pour cent au prix moyen atteint au mois de février sur cinq ans¹¹.

42. Toutefois, les efforts n'ont pas encore permis aux exportations de reprendre le même rythme qu'avant la guerre et restent coûteux. Dans le cas de l'Initiative céréalière de la mer Noire, l'action reste limitée par le fait qu'un nombre réduit de ports et d'itinéraires sont concernés.

43. Les expéditions depuis l'Ukraine ont également été entravées par les coûts d'assurance élevés, car certains réassureurs refusent de couvrir la mer Noire et les banques sont réticentes à l'idée de financer des transactions originaires de cette région en raison des risques majeurs encourus et par crainte d'éventuelles sanctions. Le conflit se poursuit et une grande incertitude continue d'entourer la capacité de l'Ukraine de cultiver, de récolter et d'échanger des denrées au cours des prochaines périodes de végétation.

Restrictions à l'exportation dues à la guerre en Ukraine

44. Les restrictions à l'exportation ont touché les marchés des produits d'alimentation humaine et d'alimentation animale et les marchés des engrais. Dans la présente section, l'objectif est d'étudier les restrictions qui ont été déclenchées par la guerre en Ukraine et celles qui y sont plus indirectement liées.

45. Le début de l'année 2022 a été marqué par des restrictions concernant les huiles végétales et les graines oléagineuses, en particulier du fait de certaines pénuries résultant de mauvaises récoltes en 2021. La guerre en Ukraine a créé un nouveau choc sur les marchés de l'huile de tournesol et a perturbé l'approvisionnement provenant d'Ukraine et de Fédération de Russie (les deux pays représentent les trois quarts du marché mondial de l'huile de tournesol). À partir de juin et de juillet, ces restrictions ont été progressivement levées presque partout.

46. Au moment où la guerre commençait en Ukraine et en réponse à celle-ci, des restrictions ont durement touché le maïs et le blé (deux exportations essentielles du pays). Les restrictions frappant le maïs ont été progressivement levées à partir de mai-juin 2022 et les taxes à l'exportation imposées au blé de la Fédération de Russie restent la seule grande restriction avec les contrôles mis en place par l'Inde concernant ses propres exportations de blé.

47. Depuis septembre 2022, de nouvelles restrictions à l'exportation de riz (depuis l'Inde) sont apparues, ce qui a mis en péril ce marché restreint. Ces politiques sont la conséquence d'une série de chocs locaux qui ont perturbé l'offre (vague de chaleur en Inde puis inondations au Pakistan), mais aussi d'un choc lié à la demande dû à la guerre en Ukraine: les prix très élevés des aliments pour animaux à base de maïs et de blé ont réorienté la demande vers les brisures de riz dans les mois qui ont suivi, ce qui a fait grimper les prix de cette denrée.

48. Enfin, il convient de souligner que les différentes restrictions à l'exportation imposent des niveaux de contrainte différents. Certaines ont certes bloqué presque toutes les exportations (comme on l'a vu en Indonésie en mai 2022 avec l'huile de palme), mais d'autres n'ont fait que créer des obstacles supplémentaires, qui n'ont pas empêché les exportations (comme c'est le cas de l'Inde avec le blé). Toutefois, les transactions se font souvent entre les gouvernements, ce qui fait qu'il est difficile pour certains pays d'avoir le poids politique nécessaire pour accéder aux produits dont ils ont besoin et que de nombreux acteurs du secteur privé sont exclus des discussions.

Perspectives de la sécurité alimentaire en Ukraine¹²

¹¹ On trouvera plus d'informations sur l'Initiative céréalière de la mer Noire à l'adresse suivante (en anglais): <https://www.fao.org/3/cc4806en/cc4806en.pdf>.

¹² Conclusions d'une enquête nationale réalisée en décembre 2022 par la FAO en Ukraine sur l'incidence de la guerre sur les moyens d'existence agricoles de la population.

49. Plus de la moitié des ménages ruraux ont dit avoir consacré plus de 50 pour cent de leur budget à l'alimentation entre juin et septembre 2022. Dans les oblasts situés en première ligne, ils étaient près d'un sur cinq (18 pour cent) à y avoir consacré plus de 75 pour cent de leurs dépenses, contre environ 14 pour cent au niveau national.

50. La détresse dans laquelle se trouve la population rurale est encore plus évidente si l'on tient compte des stratégies de survie préjudiciables adoptées pour satisfaire des besoins essentiels (c'est-à-dire pour acheter de la nourriture, couvrir les dépenses de santé et accéder aux services essentiels relatifs au logement).

51. Bien qu'une part importante (39 pour cent) de la population rurale n'ait pas adopté ce type de stratégie, en moyenne, environ 57 pour cent des ménages interrogés dans tout le pays ont dit avoir adopté des mécanismes d'adaptation aux stress et aux crises pour répondre à leurs besoins essentiels.

Perspectives du secteur des engrais

52. La situation des marchés des intrants agricoles et de l'énergie s'est détériorée sous l'effet de la guerre en Ukraine.

53. Une grande partie de l'année 2022 a été marquée par l'envolée et l'instabilité des prix des engrais et d'autres intrants agricoles (carburant diesel, électricité, etc.).

54. Du fait en grande partie de la hausse des prix de l'énergie, notamment du gaz naturel, principale matière première servant à produire des engrais azotés, les prix de l'urée, du nitrate d'ammonium et d'autres engrais azotés étaient quatre fois plus élevés que leurs moyennes pluriannuelles respectives.

55. Les prix de l'urée, un engrais azoté très utilisé, ont presque atteint 1 100 USD par tonne en avril 2022, soit près de quatre fois la moyenne enregistrée en 2020. Ils ont ensuite considérablement reculé pour s'établir à 400 USD par tonne en février 2023.

56. La baisse des prix du gaz européen est encore plus impressionnante. Les prix de la plateforme Title Transfer Facility (TTF) ont chuté et sont passés de plus de 320 euros par mégawattheure en août 2022 à moins de 50 euros par mégawattheure en février 2023.

57. Les prix des engrais ont diminué de plus de 40 pour cent par rapport aux niveaux record atteints au printemps dernier. Toutefois, ils sont restés près de deux fois supérieurs aux prix d'il y a deux ans et l'accessibilité économique reste source d'inquiétude, en particulier dans les pays à faible revenu.

V. Menaces pour la sécurité alimentaire mondiale

58. Les difficultés décrites à la section précédente doivent être suivies de près et allégées au moyen de la création de dispositifs financiers et politiques adéquats et durables. La présente section met en lumière les problèmes les plus urgents qui se posent en 2023.

Risques macroéconomiques en 2023

59. L'espoir d'une reprise économique progressive en 2022 a été frustré par une vague de perturbations liées à la guerre en Ukraine, le durcissement des politiques monétaires face à l'inflation galopante et la détérioration des marchés financiers et des marchés des changes. De 5,9 pour cent en 2021, la croissance mondiale est tombée à 2,9 pour cent en 2022 et devrait stagner à 1,7 pour cent en 2023 alors qu'il était auparavant prévu qu'elle atteigne 4 pour cent (Banque mondiale, 2022). Le degré élevé d'incertitude continue de faire grandir les risques qui menaceront l'économie mondiale dans les mois à venir. Dans la mise à jour de janvier 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international (FMI) a fait savoir que la guerre en Ukraine continuait de peser sur l'activité économique.

60. En plus du ralentissement économique mondial, il est fort probable que l'année 2023 soit marquée par une crise de la dette. La dette mondiale a atteint de nouveaux sommets. De façon

générale, l'emprunt a connu une hausse soudaine en 2020 du fait de la pandémie. La guerre en Ukraine est, elle aussi, venue peser sur les finances publiques et sur les budgets nationaux. Selon le FMI, la dette publique représente maintenant près de 40 pour cent de la dette mondiale totale, qui est à son niveau le plus élevé en presque 60 ans. En outre, à la fin de 2022, près de 60 pour cent des pays à faible revenu étaient en situation de surendettement ou risquaient fortement de l'être, soit deux fois plus qu'en 2015. Cela tient notamment à la crise des comptes extérieurs et à la dévaluation de la monnaie. À l'échelle mondiale, les prix de la plupart des produits sont exprimés en dollars des États-Unis (USD), ce qui signifie que plus le dollar est fort, plus les coûts d'importation sont élevés pour les pays importateurs.

Prix alimentaires internationaux

61. Depuis mai 2020, les prix mondiaux de la plupart des produits alimentaires ont connu une hausse continue. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint un niveau inégalé en mars 2022, en hausse de 34 pour cent par rapport à son niveau un an auparavant. Depuis, il a progressivement reculé et a baissé pour le onzième mois consécutif en février 2023, s'établissant à 18,7 pour cent de moins que sa valeur de mars 2022.

62. Les facteurs qui font évoluer les prix des produits alimentaires sont les paramètres fondamentaux des marchés qui influencent l'offre et la demande, mais aussi des facteurs extérieurs aux marchés agricoles, comme les faits nouveaux sur le marché de l'énergie et la hausse des coûts de transports face aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les modifications soudaines des politiques commerciales, telles que les restrictions à l'exportation, créent également un degré d'incertitude et font augmenter les prix et leur instabilité.

63. La hausse des prix mondiaux des produits alimentaires est un facteur clé de l'augmentation du coût des importations. Par exemple, on estime que les dépenses mondiales d'importations alimentaires ont atteint en 2022 un nouveau record historique de près de 2 000 milliards d'USD, soit une hausse de 10 pour cent (presque 181 milliards d'USD) par rapport à 2021. Cette hausse anticipée est principalement imputable à l'effet prix, puisque l'on s'attend à ce que l'enchérissement des cours mondiaux y contribue à hauteur de 157 milliards d'USD. Dans ce contexte, les pays à faible revenu sont devenus de plus en plus sensibles à l'augmentation des prix, ce qui pourrait avoir de profondes répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier celles des catégories vulnérables de la population.

64. Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont certes diminué ces derniers mois, mais cela ne signifie pas pour autant que les marchés sont stables. Les marchés mondiaux restent exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont des phénomènes météorologiques extrêmes, des conflits et des tensions géopolitiques, des difficultés macroéconomiques, la dégradation des conditions financières et des modifications soudaines des politiques commerciales.

Prix des intrants agricoles

65. Les prix mondiaux des engrais sont montés en flèche depuis la fin de 2021, conséquence de la hausse des prix de l'énergie et du gaz naturel, des perturbations créées par la pandémie de covid-19 et des mesures de restriction des échanges imposées par certains grands pays exportateurs. Du fait en grande partie de la hausse des prix du gaz naturel, principale matière première servant à produire des engrais azotés, les prix mondiaux de l'urée, un engrais azoté très utilisé, ont presque atteint 1 100 USD par tonne en avril 2022, soit près de quatre fois la moyenne enregistrée en 2020. Depuis, ils ont considérablement reculé et sont passés à 400 USD par tonne en février 2023¹³; toutefois, ils restent près de deux fois supérieurs aux prix d'il y a deux ans.

66. On estime qu'en 2022, la facture mondiale des importations d'intrants agricoles¹⁴ a crû de 48 pour cent pour s'établir à 424 milliards d'USD. Tout comme pour la facture mondiale des

¹³ Prix franco à bord aux principaux lieux d'exportation.

¹⁴ Les dépenses mondiales d'importations d'intrants agricoles comprennent les semences, les engrais, les pesticides et les besoins en énergie pour l'agriculture.

importations alimentaires, cette hausse marquée est surtout due à l'augmentation des prix. Les hausses des deux factures se sont additionnées et, associées à une dévaluation de la monnaie face au dollar des États-Unis dans de nombreux pays, ont aggravé les problèmes de balance des paiements que les pays à faible revenu avaient déjà.

67. Bien que la disponibilité globale des engrais se soit améliorée à l'échelle mondiale, l'accessibilité, y compris économique, reste une préoccupation majeure, en particulier dans les pays à faible revenu. La situation pourrait entraîner une baisse du recours aux engrais, et donc des rendements et de la production.

Difficultés structurelles et défis à long terme

68. La croissance économique et la dynamique démographique se traduisent par une modification structurelle de l'économie¹⁵. La dynamique démographique reste l'un des principaux facteurs faisant évoluer la demande de produits alimentaires. Le vieillissement et l'urbanisation, notamment, ont des répercussions importantes sur l'agriculture et les communautés rurales.

69. Dans l'ensemble, la population mondiale est de plus en plus âgée. Aujourd'hui, le vieillissement s'accélère aussi dans les pays à faible revenu, où le processus a tendance à commencer plus tôt et devient plus prononcé dans les zones rurales, ce qui a pour effet de modifier la composition de la population active rurale, d'exercer des pressions sur le secteur de la santé et de créer des inégalités des revenus entre les générations.

70. L'urbanisation, qui est l'un des axes de l'édition 2023 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, oriente les habitudes de consommation alimentaire vers les aliments transformés, les aliments d'origine animale, les fruits et les légumes. Cette évolution de la consommation exige que l'on déplace le centre de gravité de l'emploi dans les systèmes agroalimentaires, pour le faire passer de la production aux services, à savoir les transports, la vente en gros ou au détail ainsi que la transformation des aliments. La modification de la teneur en nutriments de l'alimentation a également une incidence sur les coûts de santé.

71. La productivité agricole accuse un certain retard et les investissements dans les innovations, en particulier celles qui profitent aux agriculteurs les plus pauvres, sont insuffisants. Ces 10 dernières années ont été marquées par un ralentissement de la croissance des rendements pour la plupart des cultures vivrières et par le recul de la productivité totale des facteurs dans le secteur agricole. Si la croissance de la productivité agricole n'est pas fortement stimulée de façon durable, en particulier dans les pays à faible revenu, les déséquilibres internationaux et nationaux continueront de s'accroître et les pressions exercées sur les ressources naturelles (eau et terres) augmenteront, ce qui créera un cercle vicieux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

VI. Mesures à prendre

72. À court terme, les pays en crise ont besoin de recevoir un appui sous la forme d'une assistance humanitaire d'urgence et doivent pouvoir mettre en place des mesures de protection sociale efficaces pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de leur population et protéger les moyens d'existence. En 2022, la FAO a aidé plus de 35 millions de personnes moyennant ses programmes d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience. Toutefois, le financement des moyens d'existence agricoles dans les contextes de crise reste très en deçà des besoins, puisqu'à peine 4 pour cent des fonds humanitaires destinés à la sécurité alimentaire sont alloués à des interventions agricoles d'urgence qui sont essentielles à la survie. À l'heure actuelle, les plus grands programmes d'aide humanitaire et de renforcement de la résilience de la FAO sont menés en Afghanistan, en République arabe syrienne, en République démocratique du Congo, en Somalie, au

¹⁵ Plusieurs tendances mondiales à long terme qui influent sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et la durabilité globale des systèmes alimentaires et agricoles sont étudiées dans le rapport intitulé *The future of food and agriculture – Drivers and triggers for transformation* (L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Facteurs et déclencheurs de transformation), publié à la fin de 2022.

Soudan, au Soudan du Sud et au Yémen. En 2023, la FAO redouble d'efforts pour réduire les besoins humanitaires et briser le cycle des risques récurrents de famine en accordant une importance particulière à la réduction des risques, à l'action anticipée et aux interventions humanitaires offrant un bon rapport coût-efficacité, qui s'inscrivent dans des programmes de renforcement de la résilience et s'appuient entièrement sur des évaluations et des éléments factuels attestant les plus grands besoins et les plus grands impacts.

73. À plus long terme, il est impératif d'investir dans l'agriculture, le développement rural, les systèmes commerciaux, les technologies de l'information et de la communication, la santé et l'éducation afin de réduire les facteurs de vulnérabilité et d'accroître la résilience des ménages face aux chocs. Les systèmes agroalimentaires doivent subir d'urgence une transformation radicale qui les rende plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. Les agriculteurs et les organisations qui les représentent ainsi que les femmes et les jeunes doivent jouer un rôle central en tant qu'acteurs du changement sur le terrain. En l'absence de changements structurels permettant de s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité intersectoriels et de tenir compte des conditions macroéconomiques, la transformation des systèmes agroalimentaires à elle seule ne suffira pas à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

74. L'incertitude, associée à la variabilité croissante du climat, exige que l'on adopte des pratiques agricoles durables et d'autres approches novatrices, notamment l'agriculture intelligente face au climat et l'agriculture de conservation, ainsi que des stratégies et des plans d'investissement pour encourager leur adoption par les agriculteurs et accroître la productivité, les revenus et la résilience des petits exploitants de façon durable. Il n'existe pas de solution universelle, mais on dispose d'un ensemble de solutions viables. Cependant, toute transformation ne pourra porter ses fruits qu'en présence d'un environnement propice, de politiques bien conçues et d'une gouvernance inclusive.

75. Face à la multiplication des risques et des incertitudes, il est essentiel de renforcer la transparence des marchés et de promouvoir le dialogue sur les politiques. La transparence des marchés mondiaux joue un rôle central en ce qu'elle éclaire les décisions stratégiques, en particulier lorsque l'incertitude sur les marchés est plus forte. Des initiatives telles que le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du G20, dont le secrétariat interinstitutions est hébergé par la FAO, visent à accroître la transparence au moyen d'évaluations et de perspectives objectives, à jour et présentées en temps utile. Par l'intermédiaire de son Forum pour une intervention rapide, l'AMIS met à disposition une plateforme unique au service du dialogue et de la coordination entre les membres, étapes nécessaires pour réduire les perturbations au minimum et assurer le bon fonctionnement des marchés internationaux et la fluidité des échanges commerciaux, l'objectif étant de satisfaire la demande et de préserver la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Il est impératif d'apporter un soutien continu à l'AMIS pour qu'il puisse jouer son rôle et être à même de relever les nouveaux défis.